

مباراة توظيف إداري (2) التدبير والإشراف من الدرجة "ب"
تخصص: التدقيق ومراقبة التسيير

بتاريخ 24 ابريل 2022

اختبار كتابي

المدة: ثلاث (3) ساعات

المعامل: 1

CONCOURS
RECRUTEMENT D'UN CADRE EN
AUDIT & CONTROLE DE GESTION

24 avril 2022
DUREE : 3 heures

CONSIGNES :

- Ce test d'admission contient 3 sous tests séparés :
 - ✓ Sous Test N°1 : QUESTIONNAIRE A CHOIX MULTIPLES
 - ✓ Sous Test N°2 : ETUDES DE CAS
 - ✓ Sous Test N°3 : DISSERTATION
- Durée 03 heures
- Coefficient : 1
- Une attention particulière doit être portée à la formulation des questions et des réponses proposées.
- L'usage d'appareils communicants ou connectés est formellement interdit durant l'épreuve.
- Les réponses au QCM doivent être portées directement sur cette copie qui doit être retournée avec votre feuille de rédaction.

SOUS TEST N°1 : QUESTIONS A CHOIX MULTIPLES

N.B : Les réponses au QCM doivent être portées directement sur cette copie qui doit être retournée avec votre feuille de rédaction.

1. Le risque

a) Est inévitable	
b) Peut être éliminé	
c) Peut être réduit	
d) Aucune réponse ne convient	

2. Les deux côtés de la pièce risque sont :

a) Les risques et les menaces	
b) Améliorer les moyens de maîtrise existants	
c) Analyser de nouveau le risque	
d) Aucune réponse ne convient	

3. Le processus c'est:

a) Tout support permettant le traitement d'une information	
b) Le séquençement des étapes qui procurent un produit	
c) Des activités qui transforment des éléments d'entrée en éléments de sortie	
d) Aucune réponse ne convient	

4. La cartographie des processus permet :

a) de planifier le SMQ (Système de Management de la Qualité)	
b) d'identifier les interactions	
c) de gérer les moyens d'inspection	
d) Aucune réponse ne convient	

5. Suite à l'évaluation du risque on peut décider de:

a) Maintenir les moyens de maîtrise existants	
b) Améliorer les moyens de maîtrise existants	
c) Analyser de nouveau le risque	
d) Aucune réponse ne convient	

6. L'intégration de la gestion du risque dans tous les processus de l'entreprise est:

a) Une opportunité structurée et globale	
b) Un objectif clé	
c) Taillée sur mesure	
d) Aucune réponse ne convient	

7. Les phases du système budgétaire sont consécutivement:

a) Prévision – budgétisation – contrôle.	
b) Budgétisation – contrôle – prévision.	
c) Contrôle – p	
d) Aucune réponse	

8. Le budget des charges comprend:

a) Les charges directes	
b) Les charges directes et les charges indirectes.	
c) Aucune réponse ne convient	

9. Les finances publiques désignent les finances:

a) des collectivités locales	
b) des établissements publics	
c) de l'État	
d) de l'ensemble des administrations publiques	

10. Parmi les lois de finance, on trouve:

a) la loi de finances initiale ou de l'année	
b) la loi de règlement	
c) la loi de finances rectificative	
d) Aucune réponse	

11. La loi de finances marocaine est un ensemble de comptes qui décrivent des ressources et les dépenses. Ces comptes sont :

a) budget général et budgets annexes	
b) budget général, budgets annexes et SEGMA	
c) budget général, comptes spéciaux du trésor et SEGMA	
d) les trois réponses citées sont justes	

12. Selon le principe de non affectation des recettes:

a) affecter des crédits fermés par la loi de finances	
b) une recette ne peut être affectée au financement d'une dépense particulière. Toutes les recettes sont indistinctement affectées à la couverture des dépenses.	
c) les réponses a et b sont justes	
d) les réponses citées ci-dessus sont fausses.	

13. Les dépenses du budget général sont groupées sous les titres suivants:

a) dépenses de fonctionnement.	
b) dépenses d'investissement.	
c) dépenses relatives au service de la dette publique	
d) aucune réponse ne convient.	

14. Les dépenses qui s'accaparent la part importante dans le budget général de l'État marocain sont :

a) les dépenses d'investissement	
b) les dépenses relatives au service de la dette	
c) les dépenses de fonctionnement	
d) les parts de ces dépenses sont plutôt égales.	

15. Un déficit budgétaire énorme et chronique peut:

a) engendrer l'inflation	
b) engendrer la déflation	
c) engendrer la désinflation	
d) les trois	

Cas N°1 : Mise en place de l'entité « Contrôle de gestion » au sein d'une administration publique.

La fonction du contrôle de gestion dans le secteur public connaît une profonde mutation depuis quelques années. Au contrôle rétrospectif et budgétaire, fondé avant tout sur une logique de moyens, à une nouvelle forme de contrôle, beaucoup plus orientée vers le pilotage et l'amélioration de la performance.

Vous venez d'être recruté en tant que cadre chargé du Contrôle de Gestion au sein d'une administration publique. La première mission qui vous a été confiée était la mise en place d'une entité chargée du « Contrôle de gestion »

- 1- **Rappeler de manière succincte la particularité de la fonction « Contrôle de Gestion » au sein des administrations publiques ?**
- 2- **Quels sont à votre avis les interactions de l'entité « Contrôle de Gestion » avec les autres entités de l'administration publique ?**
- 3- **Fournir la démarche que vous allez adopter pour procéder à la mise en place de l'entité « Contrôle de gestion ».**
- 4- **Quels sont les outils nécessaires pour la mise en place et le fonctionnement adéquat du contrôle de gestion ?**

Cas N°2 : Audit interne.

La modernisation de l'État, l'amélioration des procédures administratives, la rationalisation de la gestion des finances des administrations publiques, la bonne gouvernance ..., sont des raisons qui motivent l'adoption d'audit interne dans les administrations publiques.

- 1- **Quels sont les apports de l'audit interne au niveau des administrations publiques ?**
- 2- **Quelles sont les normes d'audit interne applicables et les instances de production de ces normes**
- 3- **Quelles sont les contraintes de l'audit interne public ?**
- 4- **Quelles sont les relations entre l'audit interne et les autres audits ou contrôles externes : audit externe, IGF, cour des comptes,....**
- 5- **Quels sont les relations d'interaction et de complémentarité entre les fonctions d'audit interne et de contrôle de gestion ?**

Cas N°3 : Pilotage des performances.

Dans le contexte du pilotage des performances au sein des administrations publiques :

1. Définir la notion de performance et quelles sont les finalités du contrôle de gestion dans les administrations publiques ?
2. Définir le contrôle de performance au sein des administrations publiques et ses finalités.
3. Quels sont les mécanismes de pilotage de la performance ?
4. Quelles sont les relations qui existent entre le contrôle de gestion, la comptabilité analytique et la comptabilité générale ?
5. Définir, dans le contexte des administrations publiques, le sens, la séquence chronologique et les relations entre les opérations suivantes :
 - Dépenses : budgétisation, liquidation, ordonnancement, engagement, paiement, report, reste à payer

Sous Test N°3 : DISSERTATION

Traiter au choix une des deux questions suivantes en langue française ou arabe (au choix) :

- 1- Le statut constitutionnel du CESE et ses missions
- 2- Quels sont les interlocuteurs institutionnels du CESE et quel rôle remplit le CESE ?

الموضوع الاول: ماهي الوضعية الدستورية للمجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي وصلاحياته ؟

الموضوع الثاني : من هم المخاطبون المؤسسيين للمجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي وما هو الدور المنوط به ؟